

# Connivence entre l'Occident et Israël pour le nettoyage ethnique de la Palestine

David  
CRONIN

19 novembre  
2014



Tout en prétendant s'opposer aux colonies israéliennes à Jérusalem-Est, les États-Unis et l'Europe ont contribué à la colonisation.

La couverture des nouvelles venant du Moyen-Orient est trop souvent prévisible. Chaque fois qu'un projet d'extension des colonies dans Jérusalem occupée est annoncé, les rapports des médias font état de « tensions » accrues entre Israël et l'Occident. Tout serait assez fastidieux si il n'y avait pas de dérapage occasionnel, comme lorsqu'un fonctionnaire européen, resté bien sûr anonyme, a traité Benjamin Netanyahu de « poule mouillée ».

L'histoire récente indique que les « tensions » ont tendance à rester superficielles. En 2010, Hillary Clinton – alors secrétaire d'État – qualifiaient les derniers plans d'Israël pour l'extension des colonies exclusivement juives, d'« insulte faite aux États-Unis ».

L'administration Obama s'est remise de cette insulte à une vitesse remarquable, en s'empressant peu après d'inonder Israël d'un niveau d'aide sans précédent. En 2009 - l'année où Barack Obama a pris ses fonctions - dans le cadre de « l'assistance militaire étrangère » Israël avait reçu 2,5 milliards de dollars des États-Unis. En 2010, ce sont 3,1 milliards qui ont été alloués.

Cette aide a contribué directement à la dépossession des Palestiniens à Jérusalem-Est.

De 2000 et 2009, les autorités de Washington ont approuvé la livraison d'armes « anti-émeute » à l'armée israélienne pour un montant de 20,5 millions de dollars. Les habitants de Silwan, un quartier adjacent à la vieille ville de Jérusalem, ont amassé toute une collection de grenades lacrymogènes estampillées « made in USA ». Les forces israéliennes tirent régulièrement ces saletés de gaz sur les Palestiniens qui protestent contre la façon dont leurs maisons sont volées par les colons.

Certaines entreprises et des particuliers américains ont investi dans ces colonies israéliennes qui ont pourtant laissé Hillary Clinton si déconfite. La filiale israélienne de RE/MAX, un géant de l'immobilier américain, vend et loue des biens dans au moins cinq colonies de Jérusalem-Est. Comme les bâtiments en question sont exclusivement réservés aux juifs, RE/MAX peut être considéré comme un profiteur de l'apartheid.

Irving Moskowitz, un magnat des jeux et casinos en Californie, est propriétaire de l'Hôtel Shepherd à Jérusalem-Est depuis 1985. Datant des années 1930, ce bâtiment avait la résidence de Haj Amin Hussein, le grand mufti de Jérusalem. Au cours des dernières années, Moskowitz a permis à Israël de démolir une partie du complexe pour faire place à des appartements exclusivement réservés aux juifs. Ce faisant, il a contribué à l'effacement de l'héritage palestinien.

Moskowitz est aussi un généreux donateur d'Ateret Cohanim, un groupe qui achète des biens palestiniens afin

qu'ils puissent être remis à des colons.

Les colonies que supporte Moskowitz sont illégales en vertu de la quatrième Convention de Genève, qui interdit à une puissance occupante de transférer sa population civile dans le territoire qu'elle occupe. Si Moskowitz avait ouvertement financé la mafia ou d'autres organisations criminelles, il aurait plus que probablement été poursuivi.



*Une vue aérienne montre, pareille à une tumeur cancéreuse, la colonie juive de Har Homa à la périphérie de Jérusalem-est - Photo : AFP*

Pourtant, lui et sa femme Cherna sont contributeurs de la fondation pro-israélienne Israel Allies Foundation qui fait du lobbying tant au sein du Congrès étasunien que du Parlement européen. Israel Allies a été fondée par l'homme politique de droite, Benny Elon. Alors qu'il était ministre du gouvernement israélien, Elon s'était joint à une foule qui avait en 2003, attaqué des Palestiniens à Jérusalem-Est.

Federica Mogherini, nouveau chef de la politique étrangère de l'UE, semble avoir soigneusement pesé ses mots, tant sa réponse à la dernière expansion des colonies israéliennes à Jérusalem-Est était timide. Elle n'est allée plus loin que de présenter l'annonce comme « un pas très préjudiciable qui sape les perspectives d'une solution à deux États. »

Si les représentants de l'UE étaient vraiment soucieux au sujet du nettoyage ethnique à Jérusalem-Est, ils cesseraient de coopérer avec les institutions israéliennes qui y participent.

L'Université hébraïque de Jérusalem a pris part à plus de dix projets financés dans le cadre du programme scientifique de l'UE entre 2007 et 2013.

Active également dans le système d'échange d'étudiants Erasmus, l'Université hébraïque est connue pour organiser des événements de promotion au cours desquels des diplomates européens expriment leur désir d'approfondir les relations de l'Union avec Israël. Pour exprimer sa gratitude face à ces démonstrations d'amitié, l'université a décerné un titre honorifique de docteur [c'est donc un doctorat totalement bidon - N.T.] à José Manuel Barroso dans les derniers mois de son mandat en tant que président de la Commission européenne.

Bien que l'UE ait pris l'engagement en 2013 de cesser de subventionner les établissements d'enseignement ou les entreprises basées à Jérusalem-Est ou en Cisjordanie, il a décidé de faire une exception pour l'Université hébraïque. Le raisonnement de l'Union pour le faire était bien sûr totalement biaisé.

L'Université hébraïque a un campus sur le Mont Scopus. Bien que la géographie nous dit qu'il fait partie de

Jérusalem-Est, l'UE a décidé qu'il appartenait à Israël dans le cadre de l'accord d'armistice de 1949. Cette distinction est moralement douteuse. Les sionistes ont entamé un processus de destruction et de déplacement des communautés palestiniennes dès les années 1940.

La Nakba (catastrophe) – nom sous lequel ce processus est connu – se poursuit aujourd'hui avec le déracinement des Palestiniens de Jérusalem-Est, l'étouffement de la majeure partie de la Cisjordanie et les bombardements répétés de Gaza.

La raison invoquée pour continuer à accorder des subventions à l'Université hébraïque ignore aussi combien son campus a empiété sur le village palestinien voisin de Issawiyeh.

Le siège de la police nationale d'Israël, quant à lui, est situé à Jérusalem-Est sous occupation. Cela n'a pas empêché Europol, l'agence de police de l'Union européenne, de travailler en partenariat avec Israël dans les opérations contre les trafics de drogue. Au cours du mois de septembre, Israël a participé à la coordination annuelle d'Europol à La Haye pour les officiers supérieurs de police.

Les jeunes Palestiniens ont récemment détruit une partie du système de tramway desservant les colonies israéliennes à Jérusalem-Est. Ce tramway est un symbole de la duplicité occidentale. Aucune rhétorique de Bruxelles ne peut cacher le fait que les entreprises européennes ont construit ce tramway. Une de ces entreprises, Veolia a justement été la cible d'une campagne internationale qui lui a fait perdre de nombreux contrats municipaux à travers le monde.

Pourtant, les responsables de l'UE ont attribué une respectabilité imméritée à Veolia en assistant à des conférences d'affaires que cette entreprise a parrainées à Tel-Aviv. Le gouvernement de Paris a célébré la façon dont [Veolia est le numéro un des investisseurs français en Israël](#).

Si l'Occident se sent vraiment insulté par la colonisation israélienne de Jérusalem-Est, il dispose largement de quoi réagir. Les États-Unis pourraient stopper les exportations d'armes vers Israël et l'UE pourrait annuler les privilèges commerciaux qu'il a accordés à Israël. Après tout, ces privilèges étaient toujours censés être subordonnés au respect des droits de l'homme.

Pour des raisons stratégiques et politiques, ni l'Europe, ni les États-Unis ne veulent punir Israël. Tant qu'ils refuseront de le faire, leurs déclarations concernant Jérusalem-Est resteront pure hypocrisie.

David Cronin

David Cronin est le correspondant de l'agence de presse Inter Press Service. Né à Dublin en 1971, il a écrit pour diverses publications irlandaises avant de commencer à travailler à Bruxelles en 1995. Son dernier livre, *Corporate Europe : How Big Business Sets Policies on Food, Climate and War* est [publié chez Pluto Press](#)

Traduction : *Info-Palestine.eu* - Naguib

»» [http://www.info-palestine.eu/spip.php++cs\\_INTERRO++article15033](http://www.info-palestine.eu/spip.php++cs_INTERRO++article15033)